

No. 31139

MULTILATERAL

Charter of the Commonwealth of Independent States (with declaration and decisions). Adopted at Minsk on 22 January 1993

Authentic text: Russian.

Registered by Executive Secretariat of the Commonwealth of Independent States, acting on behalf of the Parties, on 3 August 1994.

MULTILATÉRAL

Charte de la communauté des États indépendants (avec déclaration et décisions). Adoptée à Minsk le 22 janvier 1993

Texte authentique : russe.

Enregistrée par le Secrétariat exécutif du Commonwealth des États indépendants, agissant au nom des Parties, le 3 août 1994.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

CHARTE¹ DE LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS

Les Etats volontairement unis dans la Communauté des Etats indépendants (ci-après dénommée la Communauté),

Considérant l'histoire commune de leurs peuples et les relations établies entre eux,

Agissant conformément aux principes et règles universellement reconnus du droit international, aux dispositions de la Charte des Nations Unies, à l'Acte final d'Helsinki² et aux autres actes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

Désireux d'assurer le progrès économique et social de leurs peuples en unissant leurs efforts,

Fermement résolus à appliquer les dispositions de l'Accord relatif à la Fondation de la Communauté des Etats indépendants, du Protocole à cet Accord et des articles de la Déclaration d'Alma Ata,

Elargissant la coopération entre leurs pays dans le dessein d'assurer la paix et la sécurité mondiales ainsi que de maintenir la paix civile et l'entente nationale,

Souhaitant créer les conditions nécessaires à la préservation et au développement des cultures de tous les peuples des Etats membres,

Désireux d'améliorer les mécanismes de coopération dans la Communauté et d'en accroître l'efficacité,

¹ Entrée en vigueur le 22 janvier 1994, soit une année après que la Charte avait été adoptée, pour les Etats suivants qui avaient déposé leur instrument de ratification auprès du Gouvernement biélorussien, conformément à l'article 41 :

<i>Participant</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
Azerbaïdjan	14 décembre 1993
Biélorus	18 janvier 1994
Fédération de Russie	20 juillet 1993
Tadjikistan	14 août 1993

Par la suite, la Charte est entrée en vigueur, une année après qu'elle avait été adoptée, à l'égard de chacun des pays indiqués ci-après, qui avaient déposé leur instrument de ratification auprès du Gouvernement biélorussien, conformément à l'article 41 :

<i>Participant</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
Ouzbékistan	9 février 1994
(Avec effet au 9 février 1994.)	
Arménie	16 mars 1994
(Avec effet au 16 mars 1994.)	
Kirghizistan	12 avril 1994
(Avec effet au 12 avril 1994.)	
Géorgie	19 avril 1994
(Avec effet au 19 avril 1994.)	
Kazakhstan	20 avril 1994
(Avec effet au 20 avril 1994.)	
République de Moldova*	27 juin 1994
(Avec effet au 27 juin 1994.)	

* Pour le texte de la réserve faite lors de la ratification, voir p. 98 du présent volume.

² *Documents d'actualité internationale*, n°s 34-35-36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).

Ont décidé d'adopter la Charte de la Communauté et sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. FINALITÉS ET PRINCIPES

Article premier

La Communauté est fondée sur l'égalité souveraine de ses membres. Les Etats membres seront des sujets égaux et indépendants de droit international. La Communauté veillera à développer et améliorer les relations d'amitié, de bon voisinage, d'entente entre les ethnies, de confiance, de compréhension mutuelle et de coopération mutuellement bénéfique entre ses Etats membres.

La Communauté n'est pas un Etat et n'a aucun caractère supranational.

Article 2

La Communauté a pour finalités :

- La coopération dans divers domaines, notamment politique, économique, écologique et humanitaire;
- Le développement économique et social intégral et harmonieux des Etats membres dans le cadre d'un espace économique commun, la coopération entre les Etats et l'intégration;
- La garantie des droits et des libertés fondamentales des individus conformément aux principes et aux règles du droit international qui sont universellement reconnus et aux Actes de la CSCE;
- La coopération entre les Etats membres afin d'assurer la paix et la sécurité mondiales, l'application de mesures efficaces dans le dessein de réduire les dépenses d'armement et les dépenses militaires, l'élimination des armes d'extermination massive, nucléaires et autres, le désarmement complet et général;
- La promotion de la liberté des communications, des contacts et des déplacements à l'intérieur de la Communauté pour les citoyens de ses Etats membres;
- L'assistance juridique mutuelle et la coopération dans d'autres domaines des relations juridiques;
- Le règlement pacifique des différends et des conflits entre les Etats de la Communauté.

Article 3

Dans le dessein d'atteindre les objectifs de la Communauté et sur la base des règles généralement reconnues du droit international et de l'Acte final d'Helsinki, les Etats membres bâtiront leurs relations dans le respect des principes équivalents et concordants ci-après :

- Le respect de la souveraineté des Etats membres, du droit imprescriptible des peuples à l'autodétermination et du droit à disposer d'eux-mêmes sans ingérence extérieure;
- L'inviolabilité des frontières des Etats, la reconnaissance des frontières existantes et la renonciation à l'acquisition illégale de territoires;
- L'intégrité territoriale des Etats et le non-recours à tout acte visant à la séparation de territoires étrangers;

- Le non-recours à l'usage de la force ou à la menace de la force contre l'indépendance politique d'un Etat membre;
- Le règlement pacifique des différends par des moyens pacifiques qui ne sauraient menacer la paix, la sécurité ni la justice internationales;
- La primauté du droit international dans les relations entre Etats;
- La non-ingérence dans les affaires intérieures et étrangères des autres Etats membres;
- La garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, d'origine ethnique, de langue, de religion, ni d'opinion politique ou autre;
- L'exécution de bonne foi des obligations contractées conformément aux textes juridiques de la Communauté dont la présente Charte fait partie;
- La prise en compte des intérêts des autres Etats membres et de la Communauté dans son ensemble et l'apport d'une assistance concertée dans tous les domaines relevant de leurs relations mutuelles;
- L'union de leurs efforts et l'apport d'un soutien réciproque en vue d'assurer des conditions de vie paisibles aux peuples des Etats membres, de façon à garantir leur progrès politique, économique et social;
- L'instauration d'une coopération économique, scientifique et technique mutuellement bénéfique et l'élargissement des processus d'intégration;
- L'unité spirituelle entre leurs peuples, fondée sur le respect de leur unicité, sur une étroite coopération pour la protection de leurs valeurs culturelles et sur des échanges culturels.

Article 4

Les domaines de l'action commune des Etats membres, fondée sur l'égalité des droits et exercée par des organismes communs de coordination dans le respect des obligations contractées par les Etats membres dans le cadre de la Communauté seront les suivants :

- La garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
- La coordination des actions de politique étrangère;
- La coopération à la création et au développement d'un espace économique commun, de marchés européens communs et d'une politique douanière commune;
- La coopération en vue du développement des réseaux de transport et de communications;
- Les soins de santé et la protection de l'environnement;
- La politique sociale et celle des migrations;
- La lutte contre le crime organisé;
- La coopération en matière de politique de défense et de protection des frontières extérieures.

La liste ci-dessus pourra être complétée par voie d'accord entre les Etats membres.

Article 5

Les accords multilatéraux et bilatéraux conclus dans divers domaines des relations entre les Etats membres constitueront la base juridique fondamentale des relations entre ces Etats.

Les accords conclus dans le cadre de la Communauté seront conformes à ses finalités et à ses principes ainsi qu'aux obligations contractées par les Etats membres en vertu de la présente Charte.

Article 6

Les Etats membres apporteront leur concours à la coopération et au développement des liens entre les organes étatiques, les associations publiques et les infrastructures économiques.

CHAPITRE II. APPARTENANCE À LA COMMUNAUTÉ

Article 7

Les Etats fondateurs de la Communauté seront les Etats qui auront signé et ratifié au moment de l'adoption de la Charte l'Accord relatif à la fondation de la Communauté des Etats indépendants en date du 8 décembre 1991 et le Protocole à cet Accord en date du 21 décembre 1991.

Les Etats membres de la Communauté seront les Etats fondateurs qui souscriront aux obligations énoncées dans la présente Charte dans l'année qui suivra son adoption par le Conseil des chefs d'Etat.

L'adhésion à la Communauté est ouverte à tout Etat qui souscrit à ses finalités et à ses principes et qui assumera les obligations énoncées dans la présente Charte, sous réserve de l'accord de tous les membres.

Article 8

Sur la base de la décision du Conseil des chefs d'Etat, un Etat qui souhaitera participer à certaines activités de la Communauté pourra y adhérer en tant que membre associé aux conditions définies par l'accord relatif aux membres associés.

Sur décision du Conseil des chefs d'Etat, les représentants d'Etats tiers pourront assister aux réunions des organes de la Communauté en tant qu'observateurs.

La participation des membres associés et des observateurs au travail des organes de la Communauté sera régie par le règlement intérieur de ces organes.

Article 9

Tout membre aura le droit de sortir de la Communauté. Il informera alors par écrit de son intention le dépositaire de la présente Charte, avec un préavis de douze (12) mois.

Les engagements contractés pendant la période d'adhésion à la présente Charte auront force obligatoire pour les Etats concernés jusqu'à leur exécution intégrale.

Article 10

La violation des dispositions de la présente Charte par un Etat membre, le non-respect systématique des obligations contractées en vertu d'accords signés dans le

cadre de la Communauté et le non-respect des décisions prises par ses organes seront examinés par le Conseil des chefs d'Etat.

Des mesures conformes au droit international pourront alors être prises à l'encontre de l'Etat en cause.

CHAPITRE III. SÉCURITÉ COLLECTIVE ET COOPÉRATION POLITIQUE ET MILITAIRE

Article 11

Les Etats membres appliqueront la politique concertée en matière de sécurité internationale, de désarmement, de contrôle des armements et de formation des forces armées et maintiendront la sécurité à l'intérieur de la Communauté, y compris avec l'aide de groupes d'observateurs militaires et de forces collectives de maintien de la paix.

Article 12

En cas de menace contre la souveraineté, la sécurité ou l'intégrité territoriale d'un ou plusieurs Etats membres, ou bien contre la paix et la sécurité internationales, les Etats membres engageront immédiatement entre eux des consultations pour coordonner leurs positions et prendre des mesures pour éliminer cette menace, y compris des actions de rétablissement de la paix et, en cas de besoin, le recours aux forces armées en application du droit à l'autoprotection individuelle et collective instauré par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

La décision d'un recours commun aux forces armées sera prise par le Conseil des chefs d'Etat de la Communauté ou par les Etats membres intéressés de la Communauté dans le respect de leur législation nationale.

Article 13

Chaque Etat membre prendra les mesures nécessaires pour assurer la stabilité aux frontières extérieures des Etats membres de la Communauté. Sur la base d'accords mutuels, les Etats membres coordonneront l'action des gardes frontière et des autres services compétents qui contrôlent le passage des frontières extérieures des Etats membres et veillent au respect des formalités instituées en la matière.

Article 14

L'organe suprême de la Communauté pour les questions de défense et de contrôle des frontières extérieures des Etats membres est le Conseil des chefs d'Etat. Le Conseil des chefs d'Etat coordonnera l'activité économique et militaire de la Communauté.

La coopération des Etats membres à l'application des accords internationaux et au règlement d'autres questions relevant de la sécurité et du désarmement sera organisée par voie de consultations entre eux.

Article 15

Les problèmes concrets de la coopération politique et militaire entre les Etats membres seront régis par des accords particuliers.

CHAPITRE IV. PRÉVENTION DES CONFLITS ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 16

Les Etats membres prendront toutes les mesures possibles pour prévenir les conflits, et s'attacheront en priorité à ceux qui, ayant pour origine des différences ethniques ou confessionnelles, pourraient entraîner des violations des droits de l'homme.

Sur la base d'accords mutuels, ces Etats se prêteront réciproquement assistance pour régler les conflits, y compris ceux qui naîtraient dans le cadre d'organisations internationales.

Article 17

Les Etats membres de la Communauté s'abstiendront de tout acte de nature à porter préjudice à d'autres Etats membres et d'aggraver d'éventuels différends.

Les Etats membres feront leur possible, de bonne foi et dans un esprit de coopération, pour régler leurs différends de façon pacifique et équitable par voie de négociation ou pour parvenir à un accord sur une procédure appropriée de règlement.

Si les Etats membres ne parviennent pas à régler le différend par les moyens visés au deuxième alinéa du présent article, ils pourront en saisir le Conseil des chefs d'Etat.

Article 18

Le Conseil des chefs d'Etat aura plein pouvoir, à tout stade d'un différend dont l'extension menacerait la paix ou la sécurité dans la Communauté, pour recommander aux Parties la procédure ou les méthodes de règlement qui conviendront.

CHAPITRE V. COOPÉRATION DANS LES DOMAINES SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE

Article 19

Les Etats membres coopéreront en matière économique et sociale dans les directions suivantes :

- Création d'un espace économique commun sur la base de relations de marché et de la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des travailleurs;
- Coordination des politiques sociales, élaboration de programmes sociaux communs et de mesures d'atténuation des tensions sociales résultant des réformes économiques;
- Développement des réseaux de transport, de communications et de distribution de l'énergie;
- Coordination des politiques du crédit et fiscales;
- Promotion du développement des échanges commerciaux et des relations économiques entre les Etats membres;
- Encouragement et protection réciproque des investissements;
- Promotion de la normalisation et de l'homologation des produits et biens industriels;

- Protection juridique de la propriété intellectuelle;
- Incitation à la création d'un espace d'information commun;
- Adoption de mesures communes de protection de l'environnement et assistance mutuelle pour éliminer les conséquences des catastrophes écologiques ou d'autres situations d'exception;
- Mise en œuvre de projets et programmes communs dans le domaine de la science, de l'ingénierie, de l'éducation, de la santé, de la culture et des sports.

Article 20

Les Etats membres coopéreront dans le domaine juridique, moyennant entre autres la conclusion d'accords multilatéraux et bilatéraux d'assistance juridique, et s'emploieront au rapprochement des législations nationales.

En cas de contradiction entre les règles de leurs législations nationales applicables aux relations dans les domaines d'action commune, les Etats membres procéderont à des consultations et à des négociations afin d'élaborer des propositions sur la façon d'éliminer cette contradiction.

CHAPITRE VI. ORGANES COMMUNAUTAIRES CONSEIL DES CHEFS D'ETAT ET CONSEIL DES CHEFS DE GOUVERNEMENT

Article 21

Le Conseil des chefs d'Etat est l'organe suprême de la Communauté.

Le Conseil des chefs d'Etat, où tous les Etats membres sont représentés au plus haut niveau, débattera des principales questions touchant à l'action des Etats membres dans la sphère de leurs intérêts communs et statuera à leur sujet.

Le Conseil des chefs d'Etat se réunira en session ordinaire deux fois par an. Des sessions extraordinaires du Conseil pourront être convoquées sur la demande d'un seul Etat membre.

Article 22

Le Conseil des chefs de gouvernement coordonnera la coopération entre les organes de l'Exécutif des Etats membres dans les domaines d'intérêt commun et notamment économique et social.

Le Conseil des chefs de gouvernement se réunira en session ordinaire quatre fois par an. Des sessions extraordinaires du Conseil pourront être convoquées sur la demande du gouvernement d'un seul Etat membre.

Article 23

Le Conseil des chefs d'Etat et le Conseil des chefs de gouvernement prendront leurs décisions par consensus. Tout Etat pourra signifier que ses intérêts ne sont pas en jeu sur tel ou tel point sans que cela mette obstacle à la prise d'une décision.

Le Conseil des chefs d'Etat et le Conseil des chefs de gouvernement pourront tenir des sessions communes.

Le fonctionnement du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement sera régi par leur règlement intérieur.

Article 24

La présidence du Conseil des chefs d'Etat et celle du Conseil des chefs de gouvernement seront assurées à tour de rôle par les chefs d'Etat et les chefs de gouvernement dans l'ordre alphabétique russe des noms des Etats membres de la Communauté.

Les sessions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement se tiendront en règle générale à Minsk.

Article 25

Le Conseil des chefs d'Etat et le Conseil des chefs de gouvernement créeront des organes de travail et des organes subsidiaires permanents ou temporaires.

Ces organes seront composés de représentants des Etats membres qui seront investis des pouvoirs appropriés.

Des experts et des consultants pourront être appelés à participer à leurs réunions.

Article 26

La prise de décisions en matière de coopération dans des domaines particuliers et l'élaboration des recommandations à l'intention du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement relèveront des responsables des organismes d'Etat compétents qui seront appelés à se réunir à cet effet.

LE CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Article 27

Le Conseil des ministres des affaires étrangères coordonnera, en fonction des décisions prises par le Conseil des chefs d'Etat et par le Conseil des chefs de gouvernement, les actions de politique extérieure des Etats membres, y compris au sein des organisations internationales, et organisera des consultations sur les questions de politique étrangère d'intérêt commun.

Le Conseil des ministres des affaires étrangères exercera ses fonctions conformément à un Règlement adopté par le Conseil des chefs d'Etat.

LE COMITÉ CONSULTATIF DE COORDINATION

Article 28

Le Comité consultatif de coordination sera un organe communautaire permanent d'exécution et de coordination.

Dans l'application des décisions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement, le Comité devra :

- Elaborer et présenter des propositions de coopération dans le cadre de la Communauté et de développement des relations socio-économiques;
- Faciliter la conclusion d'accords concernant certaines orientations des relations économiques;

- Organiser des réunions de représentants et d'experts pour la préparation des projets de textes à soumettre aux sessions du Conseil des chefs d'Etat et du Conseil des chefs de gouvernement;
- Assurer l'organisation des rencontres des chefs d'Etat et des chefs de gouvernement;
- Faciliter la tâche des autres organes communautaires.

Article 29

Le Comité consultatif de coordination sera composé de deux représentants permanents plénipotentiaires de chaque Etat et du coordonnateur du Comité qui sera nommé par le Conseil des chefs d'Etat.

Le travail administratif et technique du Conseil des chefs d'Etat, du Conseil des chefs de gouvernement et des autres organes communautaires sera confié à un secrétariat du Comité consultatif de coordination dirigé par le coordonnateur du Comité — Vice-Président du Comité consultatif de coordination.

Le Comité exercera ses fonctions dans le respect du Règlement adopté par le Conseil des chefs d'Etat.

Le Comité aura son siège dans la ville de Minsk.

LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA DÉFENSE

Article 30

Le Conseil des ministres de la défense, qui relève du Conseil des chefs d'Etat, aura la charge des questions de politique et d'équipement militaires des Etats membres.

Le Commandement des forces armées alliées assurera la haute direction des forces armées alliées ainsi que des groupes d'observateurs militaires et des forces collectives de maintien de la paix dans la Communauté.

Le Conseil des ministres de la défense et le Commandement des forces armées alliées exerceront leurs fonctions dans le respect de leurs règlements adoptés par le Conseil des chefs d'Etat.

LE CONSEIL DES HAUTS COMMANDEMENTS DES GARDES FRONTIÈRES

Article 31

Le Conseil des Hauts Commandements des gardes frontière relève du Conseil des chefs d'Etat pour ce qui concerne la surveillance des frontières extérieures des Etats membres et la stabilité de ces frontières.

Le Conseil des Hauts Commandements des gardes frontière exercera ses fonctions dans le respect de son règlement adopté par le Conseil des chefs d'Etat.

LA HAUTE COUR ÉCONOMIQUE

Article 32

La Haute Cour économique a pour mission de veiller au respect des obligations économiques contractées dans le cadre de la Communauté.

La Haute Cour économique sera compétente en matière de règlement des différends liés à l'exécution des obligations économiques. Elle pourra également statuer sur les différends dont elle sera saisie d'un commun accord par des Etats membres.

La Haute Cour économique sera également compétente pour interpréter les dispositions des accords et autres textes juridiques de la Communauté relatifs à des questions économiques.

La Haute Cour économique exercera ses fonctions conformément à l'Accord relatif à son statut et conformément à son règlement, adopté par le Conseil des chefs d'Etat.

La Haute Cour économique aura son siège dans la ville de Minsk.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Article 33

La Commission des droits de l'homme est un organe consultatif communautaire qui doit veiller au respect des obligations relatives aux droits de l'homme contractées par les Etats membres dans le cadre de la Communauté.

Cette Commission sera constituée de représentants des Etats membres de la Communauté et se conformera à son règlement adopté par le Conseil des chefs d'Etat.

La Commission des droits de l'homme aura son siège à Minsk.

ORGANES DE COOPÉRATION SECTORIELS

Article 34

En fonction des accords conclus entre les Etats membres en matière de coopération économique, sociale, etc., il pourra être créé des organes de coopération sectoriels qui élaboreront les principes de règles coordonnés de cette coopération et en faciliteront la mise en œuvre dans la pratique.

Les organes de coopération sectoriels (conseils, comités) exerceront les fonctions prévues par la présente Charte et par les règlements les concernant et procéderont à l'étude et au règlement multilatéraux des questions de coopération dans leurs secteurs respectifs.

Les organes de coopération sectoriels seront composés des responsables des organes compétents de l'Exécutif de tous les Etats membres.

Les organes de coopération sectoriels émettront des recommandations du domaine de leur compétence et, si nécessaire, soumettront leurs propositions au Conseil des chefs de gouvernement.

LANGUE OFFICIELLE DE LA COMMUNAUTÉ

Article 35

La langue officielle de la Communauté est le russe.

CHAPITRE VII. COOPÉRATION INTERPARLEMENTAIRE

Article 36

L'Assemblée interparlementaire procédera aux consultations entre les parlements, étudiera les questions touchant à la coopération communautaire et élaborera des propositions communes relevant de la compétence des parlements nationaux.

Article 37

L'Assemblée interparlementaire sera composée de délégations des parlements.

Les activités de l'Assemblée interparlementaire seront organisées par le Conseil de l'Assemblée, composé des chefs des délégations parlementaires.

Les procédures de l'Assemblée interparlementaire seront régies par son règlement intérieur.

L'Assemblée interparlementaire aura son siège à Saint-Pétersbourg.

CHAPITRE VIII. FINANCEMENT

Article 38

Les frais de financement des activités des organes communautaires seront répartis proportionnellement entre les Etats membres et seront déterminés conformément aux accords spécifiques conclus concernant les budgets de ces organes.

Les budgets des organes communautaires seront adoptés par le Conseil des chefs d'Etat sur proposition du Conseil des chefs de gouvernement.

Article 39

Les questions touchant aux activités financières et économiques des organes communautaires seront étudiées selon la procédure arrêtée par le Conseil des chefs de gouvernement.

Article 40

Les Etats membres supporteront chacun les dépenses au titre de la participation de leurs représentants, experts ou consultants aux travaux des réunions et à ceux des organes communautaires.

CHAPITRE IX. DISPOSITIONS FINALES

Article 41

La présente Charte sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

Les ratifications seront communiquées au Gouvernement de la République du Bélarus qui avisera les autres Etats signataires du dépôt de chaque ratification.

La présente Charte entrera en vigueur pour tous les Etats signataires dès le dépôt des ratifications de tous les Etats signataires et pour les Etats signataires qui auront déposé leur ratification un an après l'adoption de la présente Charte.

Article 42

Chaque Etat membre pourra proposer des amendements à la présente Charte. Ces propositions d'amendements seront étudiées conformément au règlement intérieur du Conseil des chefs d'Etat.

Les amendements à la présente Charte seront adoptés par le Conseil des chefs d'Etat. Ils prendront effet, dès leur ratification par tous les Etats membres conformément à leur procédure constitutionnelle, à la date à laquelle le Gouvernement de la République du Bélarus aura en communication la dernière ratification.

Article 43

Lors de la ratification de la présente Charte, les Etats membres de la Communauté pourront émettre des réserves et faire des déclarations concernant les chapitres III, IV et VII et les articles 28, 30, 31, 32 et 33.

Article 44

La présente Charte sera enregistrée conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 45

La présente Charte est rédigée en un seul exemplaire dans les langues officielles des Etats signataires de la Communauté. L'acte authentique sera déposé aux archives du Gouvernement de la République du Bélarus, qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Etat signataire.

La présente Charte a été adoptée le 22 janvier 1993 à la session du Conseil des chefs d'Etats tenue à Minsk.

DÉCLARATION DU CONSEIL DES CHEFS DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS

Les accords adoptés et les mécanismes élaborés dans le cadre de la Communauté permettent de recourir au droit international pour résoudre les problèmes de la coopération politique, économique, humanitaire, militaire, etc.

Les chefs des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants sont convenus que cette Communauté disposait du potentiel nécessaire pour mieux fonctionner sur la base des accords existants. Dans le même temps, tous les participants à la session de Minsk des chefs des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants s'affirment déterminés à faire des efforts constants pour améliorer l'efficacité de l'action de la Communauté dans les domaines économique et politique.

Les Etats, qu'ils aient ou non signé la Décision relative à la Charte de la Communauté des Etats indépendants, s'attacheront essentiellement en premier lieu à trouver des solutions à la crise économique et à tisser des liens efficaces entre leurs acteurs économiques durant la transition vers une économie de marché.

Les chefs d'Etat estiment qu'il est vital de supprimer systématiquement les obstacles actuels au développement d'une coopération économique mutuellement bénéfique.

Les chefs d'Etat pensent que les relations entre les pays de la Communauté des Etats indépendants, et plus particulièrement leurs relations économiques, permettront de créer les conditions nécessaires à une coopération normale entre ces pays.

La Décision relative à la Charte de la Communauté des Etats indépendants est ouverte à la signature des Etats qui souhaitent la signer.

FAIT à Minsk le 22 janvier 1993 en un exemplaire original en langue russe. L'original est déposé aux archives du Gouvernement de la République du Bélarus, qui en adressera copie certifiée conforme à chacun des Etats qui auront signé la présente Déclaration.

Pour la République arménienne :

L. TER-PETROSSIAN

Pour la République du Bélarus :

S. CHOUCHEVICH

Pour la République du Kazakhstan :

N. NAZARBAEV

Pour la République du Kirghizstan :

A. AKAYEV

Pour la République de Moldova :
à l'exception de la partie politique,

M. SNEGUR

Pour la Fédération de Russie :

B. YELTSINE

Pour la République du Tadjikistan :

E. RAKHMONOV

Pour le Turkménistan :

S. NIYAZOV

Pour la République d'Ouzbékistan :

I. KARIMOV

Pour l'Ukraine :

L. KRAVCHOUK

Minsk, le 22 janvier 1993

DÉCISION DU CONSEILS DES CHEFS DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS

Les chefs des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants ont décidé :

1. D'adopter la Charte de la Communauté des Etats indépendants (ci-jointe) et d'en recommander la ratification.

2. Que, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente Charte, la Communauté fonctionnera conformément aux accords conclus et aux décisions adoptées dans le cadre de la Communauté des Etats indépendants.

FAIT à Minsk le 22 janvier 1993 en un exemplaire original en langue russe. L'original est déposé aux archives du Gouvernement de la République du Bélarus, qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Etat qui a signé la présente Décision.

Pour la République arménienne :

L. TER-PETROSSIAN

Pour la République du Bélarus :

S. CHOUCHEVICH

Pour la République du Kazakhstan :

N. NAZARBAEV

Pour la République du Kirghizstan :

A. AKAYEV

Pour la République de Moldova :

Pour la Fédération de Russie :

B. YELTSINE

Pour la République du Tadjikistan :

E. RAKHMONOV

Pour le Turkménistan :

Pour la République d'Ouzbékistan :

I. KARIMOV

Pour l'Ukraine :

Minsk, le 22 janvier 1993

LISTE DES CHEFS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS QUI ONT SIGNED LA DECISION ADOPTÉE À MINSK LE 22 JANVIER 1993 PAR LE CONSEIL DES CHEFS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS RELATIVE À L'ADOPTION DE LA CHARTE DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS

Levon Hakop Ter-Petrosian

Président de la République arménienne

Stanislav Stanislavovich Chouchkevich

Président du Conseil suprême de la République du Bélarus

Nursultan Abichevich Nazarbaiev

Président de la République du Kazakhstan

Askar Akayevich Akayev

Président de la République du Kirghizstan*

Boris Nikolaievich Yeltsine

Président de la Fédération de Russie

Emomali Charipovich Rakhmonov

Président du Conseil suprême de la République du Tadjikistan

Islam Abdughanievich Karimov

Président de la République d'Ouzbékistan

L'instrument d'accession à la Décision prise par le Conseil des chefs des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants relative à l'adoption de la Charte de la Communauté des Etats indépendants a été ratifié par :

Heydar Alirzaogly Aliyev (le 24 septembre 1993 à Moscou)

Président par intérim de la République d'Azerbaïdjan

Edouard Chevardnadzé (le 9 décembre 1993 à Tbilisi)

Président du Parlement

Chef de la République de Géorgie

Mircea Ion Snegur (le 15 avril 1994 à Moscou)

Président de la République de Moldova

* Depuis mai 1993, la République Kirghize.

DÉCISION RELATIVE À LA PROLONGATION, POUR LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA, DU DÉLAI IMPARTI POUR LA RATIFICATION DES TEXTES INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS

Les chefs des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants, après examen de la demande formulée par le Président de la République de Moldova,

Ont décidé :

De prolonger, pour la République de Moldova, jusqu'au 22 avril 1994 la période durant laquelle elle pourra saisir l'opportunité que lui offre par la Charte de la Communauté des Etats indépendants de ratifier les textes qui instituent cette Communauté.

FAIT à Achkhabad le 24 décembre 1993 en un exemplaire original en langue russe. L'original est déposé aux archives du Gouvernement de la République du Bélarus, qui en adressera copie certifiée conforme aux Etats qui ont signé cette décision.

Pour la République d'Azerbaïdjan :

H. ALIYEV

Pour la République arménienne :

L. TER-PETROSSIAN

Pour la République du Bélarus :

V. KEBICH

Pour la République de Géorgie :

E. CHEVARDNADZE

Pour la République du Kazakhstan :

N. NAZARBAIEV

Pour la République Kirghize :

A. AKAYEV

Pour la République de Moldova :

M. SNEGUR

Pour la Fédération de Russie :

B. YELTSINE

Pour la République du Tadjikistan :

E. RAKHMONOV

Pour le Turkménistan :

S. NIYAZOV

Pour la République d'Ouzbékistan :

I. KARIMOV

Pour l'Ukraine :

L. KRAVCHOUK

Achkhabad, le 24 décembre 1993

RESERVATION MADE
UPON RATIFICATION*MOLDOVA*RÉSERVE FAITE LORS
DE LA RATIFICATION*MOLDOVA*

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

В соответствии со статьей 43 Устава Содружества Независимых Государств Республика Молдова, как член Содружества, воздерживается от участия в вопросах коллективной безопасности и военно-политическом сотрудничестве (абзац 9 статьи 4 и статьи 11, 12, 13, 14, 15, 30 и 31 Устава СНГ).

[TRANSLATION]

In accordance with article 43 of the Charter of the Commonwealth of Independent States, the Republic of Moldova, as a member of the Commonwealth, declines to participate in matters of collective security and military and political cooperation (article 4, paragraph 9, and articles 11, 12, 13, 14, 15, 30 and 31 of the Charter of the Commonwealth of Independent States).

[TRADUCTION]

En vertu de l'article 43 de la Charte de la Communauté des Etats indépendants, la République de Moldova, en tant que membre de cette Communauté, décide de ne pas participer à l'application de ses dispositions en matière de sécurité collective ou de coopération militaire et politique (article 4, paragraphe 9, et articles 11, 12, 13, 14, 15, 30 et 31 de la Charte de la Communauté des Etats indépendants).